



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Pays nordiques

Une publication du SER de Stockholm
N°115 – Semaine du 30 mars 2026

LE CHIFFRE DE LA QUINZAINE

Taux d'emploi moyen des 55-64 ans dans les pays nordiques en 2025

74,5%

En 2025, dans les pays nordiques (hors Islande), la moyenne des taux d'emploi des personnes entre 55 et 64 ans est de 8 points de pourcentage plus élevée que la moyenne de l'UE à 66,5%. La Suède est en tête avec 78,3%, tandis que la moyenne au Danemark s'établit à 74,7%, en Norvège à 72,6% et en Finlande à 72,3%. En 2024, le taux d'emploi des 55-64 ans en Islande atteignait 80,9%.

Source : [Employment rate of older workers 2025, age group 55-64, Eurostat](#)

Pays nordiques

Les pays nordiques définissent une stratégie commune de renforcement des infrastructures critiques de transport pour faire face aux crises internationales.

Dans cette stratégie présentée le 11 mars, les ministres des infrastructures des cinq pays ont défini les corridors à prioriser et à renforcer en préparation d'une crise ou d'une guerre : un axe allant du Danemark au nord de la Suède puis vers la Finlande, et trois autres axes orientés d'ouest en est. Les routes, voies maritimes et voies ferrées sont jugées critiques pour la sécurité si le trafic en mer Baltique venait à être limité. La stratégie ne prévoit toutefois pas de financements communs et chaque pays devra financer ses

propres investissements, en comptant aussi sur des investissements de l'UE et de l'OTAN.

Nordea annonce la suppression de près de 1 500 emplois dans le cadre d'un plan de réduction de coûts.

En novembre, la plus grande banque nordique avait indiqué vouloir économiser 600 M€ d'ici 2030. Le programme de restructuration, d'un coût estimé à 190 M EUR par le groupe en 2026, concernera environ 1 500 employés. En 2025, la banque avait déjà réduit ses effectifs d'un nombre équivalent de postes. Elle comptait 29 000 salariés fin 2025.

Danemark

Elections législatives du 24 mars 2026 : les négociations sont engagées en vue de former un nouveau gouvernement de coalition.

Le scrutin législatif s'est tenu le mardi 24 mars dans l'ensemble du Royaume du Danemark pour désigner les 179 députés du *Folketing*, dont deux élus au Groenland et deux aux îles Féroé. Le parti social-démocrate de la Première Ministre sortante Mette Frederiksen est arrivé en tête, avec 38 représentants et 21,9% des suffrages exprimés, suivi du parti populaire socialiste (SF) avec 20 sièges et 11,6% des votes. Dans son ensemble, le « bloc rouge » totalise 84 députés et le « bloc bleu » 77, positionnant le parti modéré du ministre des affaires étrangères sortant, Lars Lokke Rasmussen, dans une position de pivot. Au total, 12 formations politiques ont franchi le seuil de qualification leur permettant d'être représentées au Parlement, un nombre inédit. Après consultations des partis, le roi Frederik X a désigné Mette Frederiksen pour entamer la première phase de négociations visant à former la nouvelle coalition gouvernementale. En 2022, les discussions avaient duré 45 jours, une période inhabituellement longue.

La guerre en Iran produit des premiers effets sur l'économie danoise.

Si aucune difficulté d'approvisionnement n'est signalée, les premières conséquences de la guerre en Iran se font sentir au Danemark, où une hausse notable des prix de l'essence et du diesel a été observée ces dernières semaines. Selon les élasticités estimées par la Banque nationale, une hausse de 10% des prix de l'énergie provoque une baisse de 0,1 point de la croissance du PIB. L'indice de confiance des consommateurs s'inscrivait de nouveau en baisse, mi-mars, alors qu'il s'était redressé ces derniers mois, les ménages anticipant une hausse de leurs dépenses et une dégradation de la situation économique du pays. Après des années de croissance portées par les exportations, le gouvernement anticipait dans ses prévisions

2026 publiées en décembre dernier une reprise de la consommation privée comme relais de la croissance du pays. Durement atteint par les chocs pétroliers des années 1970, à une époque où il dépendait à plus de 90% du pétrole, le Danemark est aujourd'hui exportateur net de gaz naturel et producteur de pétrole. Avant même l'exploitation à plein régime des ressources de la Mer du Nord, il avait œuvré à réduire sa dépendance aux énergies fossiles, en développant les systèmes de chauffage urbain alimentés principalement par la biomasse (70% des locaux particuliers y sont connectés), en décarbonant sa production d'électricité (plus de 80% du mix électrique provient de l'éolien (64%) et du solaire) et en encourageant la pratique du vélo. L'électrification de la société doit encore franchir certaines étapes, malgré des progrès (voir ci-dessous). Le pays compte par ailleurs moins d'industries écono-intensives que ses voisins.

La Banque centrale danoise a publié ses nouvelles prévisions économiques.

Elle table sur une croissance du PIB de 1,8% en 2026 et en 2027, puis de 2% en 2028. À titre de comparaison, les prévisions du gouvernement de décembre 2025 anticipaient une progression du PIB de 2,2 % en 2026 et de 1,6 % en 2027. L'institution souligne par ailleurs la réduction de la marge de manœuvre budgétaire observée récemment, liée notamment à l'augmentation des dépenses de défense. Dans ce contexte, elle formule deux recommandations en matière de politique budgétaire : d'une part, s'en tenir à la trajectoire définie dans le plan 2035 du précédent gouvernement, qui établit la marge de manœuvre en 2027 à 13,9 Md DKK (1,9 Md€), pour l'élaboration de la loi de finances 2027, afin d'éviter des pressions inflationnistes ; d'autre part, faire preuve de prudence dans l'utilisation de cette marge de manœuvre. Concernant l'inflation, la Banque centrale prévoit une hausse des prix modérée au cours des prochaines années : 1,8% en 2026, 2,0% en 2027 et 1,9% en 2028. Tout en mettant en garde contre les risques significatifs liés à la situation au Moyen-

Orient, susceptibles de peser sur les prix, elle n'anticipe pas à ce stade de choc inflationniste comparable à celui observé après l'invasion de l'Ukraine. Enfin, elle constate une baisse du ratio de consommation des ménages depuis 2019, désormais à un niveau historiquement faible, et identifie l'incertitude du contexte international comme un facteur déterminant de cette évolution.

20% du parc de véhicules particuliers du pays sont désormais composés de véhicules électriques.

583 320 véhicules électriques circulent désormais sur les routes du pays. La progression est plus forte encore sur le flux de nouvelles immatriculations. En février 2026, 94,4% des véhicules particuliers nouvellement immatriculés étaient électriques, cette proportion s'établissant à 54,7% pour les flottes d'entreprises. La proportion de véhicules thermiques ne cesse de diminuer. L'organisme *Mobility Denmark* attribue cette croissance aux incitations fiscales comparativement très attractives, les véhicules thermiques étant fortement taxés, et au bon déploiement des infrastructures collectives de recharge à travers le pays. L'association de consommateurs FDM estime que le nombre de voitures électriques au Danemark pourrait atteindre un million d'ici 2028.

La communauté d'affaires danoise accueille favorablement le nouvel accord commercial signé entre l'UE et l'Australie.

Après la visite d'Etat du Roi et de la Reine du Danemark en Australie, du 14 au 19 mars 2026, accompagnés par une cinquantaine des plus grandes entreprises danoises, la signature de l'accord commercial a été saluée par la communauté d'affaires danoise. Les entreprises danoises exportent actuellement plus de 20 Md DKK (2,7 Md €) de biens par an vers l'Australie, ce qui en fait le 22ème plus grand marché d'exportation du Danemark. Avec l'accord commercial, les exportations du Royaume pourraient augmenter d'environ 4,7 Md DKK (630 M €) par an, selon la Confédération de l'industrie danoise. Le gouvernement australien a notamment lancé un vaste plan d'investissement, comprenant notamment 300 Md DKK (40,1 Md €) dans l'électrification du pays, d'ici 2027, un secteur dans lequel les entreprises danoises sont particulièrement compétitives.

Les travailleurs étrangers contribuent de plus en plus à la croissance danoise.

Selon une nouvelle analyse de la Chambre de commerce danoise, fondée sur des données de l'Institut danois de statistique, les travailleurs étrangers ont contribué à hauteur de 245 Md DKK (32,8 Md €) au PIB du Danemark au cours des trois premiers trimestres de 2025, soit près de 12% du PIB.

Finlande

La banque de Finlande abaisse la prévision de croissance du PIB à +0,6% en 2026.

La dynamique observée en fin d'année 2025, portée par la consommation privée et l'investissement, s'est interrompue. La hausse des prix de l'énergie liée à la guerre en Iran devrait réduire la croissance de 0,2 pp cette année selon la Banque de Finlande. La prévision est de +1,4% en 2027 (-0,3 pp) et +1,5% (à l'identique) en 2028. La hausse des prix des carburants a été répercutée sur les consommateurs finaux. Des effets de bord sont attendus sur les biens alimentaires et industriels. La prévision d'inflation est rehaussée à +1,9% en 2026 avant de ralentir à +1,5% en 2027, puis +1,8% en 2028. La prévision repose sur l'hypothèse d'un choc énergétique limité dans le temps et un impact plus large sur les prix contenus. Selon la Banque de Finlande, le taux de chômage devrait atteindre 10,2% en 2026, puis chuter à 9,7% en 2027 et 9,2% en 2028.

La hausse de l'Euribor 12 mois a augmenté les coûts des emprunteurs hypothécaires.

L'instabilité au Moyen-Orient alimente la volatilité des marchés mondiaux des taux d'intérêt. La dernière hausse de l'Euribor le 24 mars à 2,94% est la plus forte évolution quotidienne enregistrée depuis 2008 selon l'analyste en chef de Nordea. Il estime que la hausse est excessive et que l'Euribor 12 mois devrait diminuer dans les prochains jours. Les taux d'intérêt sont néanmoins encore loin de ceux de 2022. En Finlande, une grande partie des prêts immobiliers sont liés à l'Euribor 12 mois.

Le chômage poursuit sa hausse.

Selon *Statistic Finland*, la Finlande comptait 312 000 chômeurs âgés de 15 à 74 ans en février 2026, soit 49 000 de plus qu'un an plus tôt. Le taux de chômage des 15-74 ans s'est établi à 10,9% (contre 9,4% un an plus tôt). Le taux de chômage des jeunes (15-24 ans) a atteint 23,1% (+0,7pp en glissement annuel).

Le Premier ministre P. Orpo a demandé à la ministre des Finances de préparer des mesures au cas où la guerre en Iran se prolongerait.

Le gouvernement est mis sous pression par les dirigeants des partis politiques après que le conflit au Moyen-Orient a entraîné une hausse des prix à la pompe des carburants, désormais au-dessus de 2€ le litre pour l'essence et le gazole, et des taux d'intérêt des prêts. « Si la crise s'aggrave, cela se manifestera dans les coûts de chauffage, les coûts de transport et les prix des aliments », a-t-il déclaré. « Ces effets seront lourds pour les ménages et l'économie. » La ministre des Finances, R. Purra, a averti que les marges de manœuvre sont limitées, compte tenu de la situation des finances publiques.

La confédération des petites entreprises (Suomen Yrittäjät) émet des réserves sur des mesures de soutien.

La confédération estime que des baisses d'impôts à grande échelle et une régulation des prix risquent d'aggraver la situation et d'augmenter la demande à un moment d'offre plus faible. De telles mesures de soutien à grande échelle peuvent atténuer l'impact immédiat des prix, mais elles affaiblissent en même temps les incitations à l'économie d'énergie.

La population de la Finlande est en baisse, malgré l'immigration.

Selon les données préliminaires de *Statistics Finland*, la population enregistre une baisse depuis février 2026, pour s'établir à 5 656 779 habitants. Le solde migratoire net encore positif en début d'année est devenu négatif (-1 226) tandis que le solde naturel est structurellement négatif (-1 229) en février.

La confédération des entreprises finlandaise EK appelle à ouvrir l'immigration de travail.

EK estime qu'au moins 45 000 migrants sont nécessaires annuellement pour répondre au

besoin du marché du travail et assurer la croissance de long terme. Le ratio de dépendance se dégrade rapidement dans un contexte de vieillissement démographique. EK a présenté 72 mesures visant à augmenter l'immigration de travail, et améliorer l'intégration. Des travailleurs hautement qualifiés et peu qualifiés sont nécessaires. EK préconise en particulier de supprimer le test à l'entrée sur le marché du travail, un salaire minimum de 1 600€ mensuels et la délivrance automatique du permis de séjour en cas de non réponse dans un délai de 2 semaines et une semaine pour les postes de spécialistes. EK propose de faire passer à 8 mois la période pendant laquelle un travailleur immigré peut rester en Finlande pour retrouver un emploi en cas de chômage.

Le gouvernement souhaite limiter les marques blanches dans l'agroalimentaire. Le gouvernement envisage de modifier le *Food Market Act* pour limiter la production et la vente de produits de marque de distributeur des supermarchés. L'objectif est de renforcer le pouvoir de négociation des producteurs alimentaires indépendants. Il s'agit notamment de donner plus de marge aux petits producteurs pour négocier des prix équitables et améliorer la concurrence sur le marché. Les associations de défense des consommateurs objectent que cela pourrait faire grimper les prix pour les ménages déjà sous pression. Environ un Finlandais sur quatre est en difficulté économique. Au cours des six dernières années, les prix des denrées alimentaires ont augmenté d'environ 25%.

Islande

La Banque centrale islandaise augmente ses taux directeurs de 0,25 point de pourcentage.

Le 18 mars 2026, le Comité de la politique monétaire de la Banque centrale a annoncé augmenter son taux directeur de 0,25 point de pourcentage, atteignant désormais 7,5%. Trois membres du Comité ont soutenu la décision tandis que deux ont voté en faveur d'une augmentation de 0,5 point de pourcentage. Cette augmentation des taux s'explique par la persistance d'une inflation élevée (5,2%) malgré un ralentissement de l'activité économique, principalement portée par les nouvelles politiques fiscales du gouvernement et le conflit au Moyen-Orient.

Baisse du déficit public islandais, désormais estimé à 2,8% du PIB en 2025.

Selon l'Institut islandais des statistiques, le déficit des administrations publiques est estimé à 2,8% du PIB en 2025, soit 137 Mds ISK (0,95 Md€), contre 3,7% en 2024. Les chiffres préliminaires indiquent une hausse des recettes de 5,2% en valeur courante, tandis que les dépenses ont progressé de 3,3% par rapport à l'année précédente, contribuant à l'amélioration du solde public.

Le volume islandais de pêche en février 2026 a dépassé les 137 000 tonnes.

D'après l'Institut islandais des statistiques, les prises totales sont supérieures à 137 000 tonnes, dont 86 000 tonnes de capelan, contre un peu moins de 70 000 tonnes en février 2025. Cette hausse s'explique par l'augmentation des prises démersales (+6%) et des poissons plats (+50%). Au cours de la période allant de mars 2025 à février 2026, les prises totales ont atteint 1 096 000 tonnes, soit une augmentation de 11 % par rapport à la même période de l'année précédente.

Nouvel accord entre Mila et l'Autorité islandaise de la concurrence aboutissant à une amende de 1,4 M€ et la révision de l'accord-cadre de 2022.

La société d'infrastructures de télécommunications Mila a conclu un nouvel accord-cadre avec l'Autorité islandaise de la concurrence, prévoyant la révision de l'accord conclu à la suite de la vente de Mila à un fonds d'infrastructure géré par Ardian en 2022. Lorsque Ardian a acquis Mila, l'Autorité islandaise de la concurrence a imposé des conditions afin de préserver la concurrence dans le secteur. Mila a par la suite demandé une révision de l'accord, ce qui a donné lieu à une enquête ayant abouti à des modifications. L'enquête a également révélé que Mila avait enfreint certaines dispositions, ce que la société a reconnu. En conséquence, Mila devra s'acquitter d'une amende administrative de 200 M ISK (1,4 M€).

L'Islande présente un solde migratoire positif de 3167 personnes en 2025.

D'après les données publiées par l'Institut islandais des statistiques, le solde migratoire du pays est en léger recul par rapport à 2024 (4 044) et nettement inférieur au niveau record de 2022 (8 660). Cette baisse s'explique principalement par une diminution des arrivées, de 19 789 à 18 674 en 2025, tandis que les départs restent élevés (15 507). Le solde migratoire pour les résidents étrangers demeure positif (3 512), mais en diminution, alors que celui des citoyens islandais reste négatif, avec davantage de départs que d'arrivées (-345). Les Islandais qui quittent le pays se dirigent majoritairement vers les autres pays nordiques, en particulier le Danemark, tandis que les étrangers émigrent surtout vers la Pologne, qui constitue également le pays d'origine principal.

Norvège

Déplacement de la ministre de l'industrie Cecilie Myrseth à Paris le 23 et 24 mars.

Cecilie Myrseth, ministre du Commerce et de l'Industrie, a effectué une mission à Paris pour participer au 4^e Forum Industrie verte franco-norvégien. A cette occasion, elle a rencontré Sébastien Martin, ministre de l'Industrie et Serge Papin, ministre des PME, du Commerce, de l'Artisanat et du Tourisme. Une table ronde, réunissant une vingtaine de hauts responsables des principaux groupes norvégiens et français, s'est tenue sous la présidence de Mme Myrseth, afin d'évoquer la coopération industrielle. La visite de la *giga factory* ACC de fabrication de batteries, en présence des ministres Martin et Myrseth, a permis d'illustrer l'attractivité du territoire français. A cette occasion ont été signés un nouvel accord industriel bilatéral, actualisant celui de 2024, ainsi qu'un accord de coopération sur les métaux critiques entre la DIAMMS (Délégation interministérielle aux approvisionnements en minerais et métaux stratégiques) et la direction des mines norvégienne. Un accord a également été signé entre BPIFrance et *Innovation Norway*. La ministre Myrseth a déclaré que « *la France est un acteur clé pour la Norvège dans les domaines de l'industrie verte, de l'énergie et du développement technologique* ».

Maintien du taux directeur de la Norges Bank à 4%.

La Banque de Norvège a annoncé le 26 mars le maintien de son principal taux directeur à 4%. Sa gouverneure Ida Wolden Bache n'exclut pas de relever ce taux dans le courant de l'année en raison des perspectives d'inflation.

La couronne norvégienne à son plus haut niveau depuis 2023.

Alors que les prix du pétrole et du gaz augmentent, la couronne norvégienne se renforce, atteignant son niveau le plus élevé par rapport à l'euro depuis le début de l'année 2023. Le taux de change de l'euro atteint désormais 11,07 NOK, contre 11,84 NOK en début d'année.

Pression de l'opposition pour une baisse des taxes sur les carburants.

Le Parti du centre, qui soutient le gouvernement, a annoncé qu'il se rangerait du côté de l'opposition lors du vote sur la proposition de loi déposée par le Parti conservateur, visant la diminution de la taxation sur le diesel et l'essence, du 1^{er} avril au 1^{er} septembre. Le texte semble recueillir suffisamment de soutiens (conservateurs, centristes, progressistes et chrétiens-populaires) pour être adopté par les députés. Face à ce qui s'annonce comme un possible désaveu pour le gouvernement, le Parti travailliste présente en urgence une contre-proposition pour contenir la hausse des prix des carburants. Dans le même temps, le collectif citoyen *Dieselbrølet* menace d'organiser une opération escargot (*køyr sakte*) sur les routes menant à Oslo afin de protester contre le prix des carburants.

88 nouvelles directives européennes intégrées à l'EEE.

Lors de la réunion du comité de l'EEE à Bruxelles le 21 mars, 88 nouvelles directives européennes ont été intégrées à l'accord EEE. Le retard de transpositions par la Norvège est ramené à 575 directives. Le Royaume a également signé un accord pour une nouvelle période de financement des fonds de l'EEE avec la Grèce, dans des domaines tels que la transition écologique, l'innovation, la croissance économique, ainsi que la gestion de l'asile et des migrations. Environ 159 M€ ont été alloués pour la période allant jusqu'en 2028, la Norvège finançant environ 94% de ce montant (le reste étant pris en charge par l'Islande et le Liechtenstein).

La valeur des captures issues des accords de pêche a atteint 7,25 Mds€ en 2025.

Publié par le ministère de la Pêche, le rapport estime la valeur totale des captures issues des accords de pêche à 7,25 Md€ en 2025, dont 2,13 Md€ revenant à la Norvège, dans un contexte d'exportations record de produits de la mer

(4,1 Md€). L'accord avec la Russie, qui représente 42% de cette valeur, a été marqué par la réduction de la coopération en matière de contrôle et de recherche, après la mise sur la liste noire en juillet 2025 de deux sociétés de pêche russes. Pour 2026, le Conseil international pour l'exploitation de la mer (CIEM) recommandait une réduction de 70% du quota pour la ressource pélagique. Celui-ci a finalement été fixé à 299 010 tonnes (-48% par rapport à 2025) dans le cadre d'un accord quadrilatéral avec le Royaume-Uni, les Îles Féroé et l'Islande. Le quota de morue diminue de 16% en 2026 (soit 285 000 tonnes). À l'inverse, le hareng NVG enregistre un quota en hausse de 33% à 533 914 tonnes.

Visite de la ministre de la Pêche aux Etats-Unis pour soutenir les exportations norvégiennes. Du 13 au 17 mars, la ministre de la Pêche et des Océans, Marianne Sivertsen Næss, a effectué une visite officielle aux États-Unis pour soutenir la filière halieutique norvégienne. Après un séminaire maritime à Washington et une étape au salon *Seafood Expo North America* à Boston, elle a rencontré des industriels norvégiens ainsi que ses homologues canadiens et brésiliens. Ces échanges ont porté sur la coopération commerciale, dans un contexte où l'essentiel des exportations de la Norvège vers les États-Unis concerne les produits de la mer et de l'aquaculture. Les exportations norvégiennes de produits halieutiques vers les États-Unis ont atteint 1,1 Md€ en 2024, soit 21% du total des exportations norvégiennes de produits halieutiques.

Projet de taxe communale sur les croisières. Le gouvernement norvégien a soumis à consultation publique un projet de taxe permettant aux communes particulièrement exposées au tourisme d'instaurer une taxe de 9 euros par passager par tranche de 24 heures passées dans le port. En 2025, les ports norvégiens ont accueilli plus de 6,3 millions de touristes à la journée en provenance de navires de croisière. Il est prévu une adoption du règlement à partir du 1er janvier 2027. Ce

projet de taxe s'inscrit dans le cadre de la loi sur la contribution touristique, votée par le Parlement en juin 2025 et qui entrera en vigueur le 1er juillet 2026. Celle-ci établit le cadre juridique de la future taxe sur les croisières, à côté de la taxe de séjour que les communes pourront également adopter. La ministre du Commerce Cecilie Myrseth a encouragé les communes les plus exposées à commencer dès à présent les préparatifs nécessaires en vue d'introduire l'une ou l'autre de ces taxes, voire les deux.

La Norvège et le Royaume-Uni envisagent l'acquisition conjointe de 30 nouveaux navires. L'agence en charge des acquisitions de l'armée, *Forsvarsmateriell*, indique que la Norvège et le Royaume-Uni envisagent l'acquisition conjointe de 30 bateaux destinés à être utilisés par leurs garde-côtes. Cet achat serait réalisé dans le cadre du programme *Joint commando craft*. Les deux pays ont entamé une étude de marché afin de recenser les fournisseurs potentiels. « *En développant une capacité commune pour les opérations côtières, nous renforçons notre capacité à opérer ensemble dans l'Atlantique Nord et dans les régions nordiques, tout en contribuant à accroître la sécurité et la stabilité de la région* », a déclaré le ministre de la Défense, Tore O. Sandvik.

Découverte pétrolière d'Equinor sur le prospect Polynya Tubåen en mer de Barents. Ce champ présente des réserves initiales estimées entre 500 et 700 millions de barils et pour lequel Equinor cherche à accroître la ressource de 200 à 500 millions de barils supplémentaires. Le directeur régional d'Equinor a indiqué que la compagnie prévoit de forer un à deux puits d'exploration par an dans la région afin d'allonger la durée de production. Cette découverte s'inscrit dans un contexte où la mer de Barents demeure la frontière la moins développée du plateau continental norvégien. Fin 2024, la Norvège comptait 94 champs en production, dont 69 en mer du Nord, 23 en mer de Norvège, et seulement 2 en mer de Barents.

Suède

La Riksbank et l'Institut suédois de la conjoncture économique révisent leurs prévisions de croissance pour 2026 à la baisse.

L'institut KI et la Banque centrale suédoise révisent à la baisse leurs prévisions de croissance du PIB pour 2026 à 2,5% (-0,4pp par rapport aux précédentes prévisions). Ils estiment que les conditions restent réunies pour la poursuite de la reprise économique et que les effets de la guerre au Moyen-Orient devraient diminuer après l'été. Le 11 mars, le gouvernement avait révisé à la baisse ses prévisions de croissance pour 2026 à la marge (de 3% à 2,8%). Selon la *Riksbank*, la baisse temporaire de la TVA sur les produits alimentaires, de 12% à 6% entre avril 2026 et fin 2027, devrait contribuer à contenir le risque inflationniste à court terme.

La Suède se félicite de l'abandon du projet de mutualisation partielle des revenus de congestion à l'échelle européenne.

Lors des discussions sur le nouveau paquet législatif européen sur les réseaux électriques le 16 mars, la ministre de l'Energie Ebba Busch avait menacé de bloquer les nouvelles interconnexions transfrontalières (notamment avec le Danemark, pays d'origine du commissaire à l'énergie Dan Jørgensen) et le renouvellement des permis sur les lignes existantes si la Commission maintenait sa proposition d'allouer 25% des revenus de congestion des réseaux électriques transfrontaliers perçus par les Etats membres à des infrastructures énergétiques partagées à l'échelle européenne. La Suède estime que ces revenus, représentant 85 Md SEK (7,6 Md€) fin 2025 pour le gestionnaire public de transport d'électricité (*Svenska kraftnät*), appartiennent à la Suède. La France a également exprimé sa vive opposition à cette proposition de la Commission pour des raisons identiques. Le

19 mars, le Premier ministre Ulf Kristersson a confirmé l'abandon de cette proposition par la Commission.

En réaction à la hausse des prix de l'énergie, le gouvernement prévoit de diminuer temporairement les taxes sur le carburant et renforcer le soutien aux ménages sur l'électricité et le gaz.

Le 23 mars, le Gouvernement, soutenu par les Démocrates de Suède (extrême-droite, liée au gouvernement par un accord de coalition), a indiqué son intention de baisser temporairement les taxes sur les carburants pour les particuliers et professionnels, alors que les prix ont augmenté de +20% pour l'essence (prix à la pompe de 18 SEK/L) et +30% pour le diesel (prix à la pompe de 22 SEK/L) depuis le 28 février. La taxe sera d'abord abaissée au niveau minimal fixé par l'UE du 1^{er} mai au 30 septembre 2026, le Premier ministre envisageant de demander une dérogation à la directive sur l'énergie pour l'abaisser encore si nécessaire. Le coût de cette mesure est estimé à 1,5 Md SEK (136 M€). Le gouvernement a aussi annoncé une nouvelle aide temporaire aux ménages sur l'électricité et le gaz, pour un coût total de 2,4 Md SEK (218 M€), en plus des 1 Md SEK (92 M€) prévus dans la loi de finances pour 2026. La compensation, qui sera introduite dans le projet de loi de finances rectificatif du 13 avril, sera calculée sur la base de leur consommation hivernale et devrait s'élever à 100-200 € par ménage.

Le Conseil suédois de politique environnementale juge que les politiques du gouvernement sont insuffisantes pour atteindre ses objectifs climatiques en 2030 et 2040.

Selon le rapport annuel du *Klimatpolitiskarådet*, publié le 20 mars, de nombreuses décisions ont été reportées et seulement la moitié des initiatives du plan de

2023 ont abouti à des solutions concrètes. Le Conseil déplore notamment les reculs en termes de décarbonation des transports, d'investissement dans les énergies renouvelables (hors nucléaire), et d'utilisation des sols (LULUCF). Il souligne en outre que la réduction de la dépendance aux énergies fossiles peut renforcer la sécurité et l'économie de la Suède dans le contexte actuel d'instabilité des prix de l'énergie. Le ministre du Climat et de l'Environnement par intérim, J. Britz, a réfuté l'appréciation faite par cet organisme et a souligné que les investissements dans le nucléaire et l'accélération des délais d'octroi de permis dans l'industrie constituaient le meilleur moyen d'atteindre les objectifs suédois.

La Suède rejoint l'initiative américaine « Pax Silica » de sécurisation des chaînes d'approvisionnement des nouvelles technologies.

Le 17 mars, la ministre des Affaires étrangères Maria Malmer Stenergard (Modérés) a signé au Texas une déclaration visant à renforcer la coopération sur le sujet, en présence du sous-secrétaire d'Etat américain Jacob Helberg qui a également visité l'usine d'Ericsson près de Dallas en compagnie de son directeur général Börje Ekholm et de Christian Cederholm, DG d'Investor AB (holding d'investissement de la famille Wallenberg, principal actionnaire d'Ericsson). La Suède est le seul pays de l'UE, avec la Grèce, à avoir rejoint l'initiative « Pax Silica », lancée en décembre 2025 par Donald Trump (l'UE est observateur et les Pays-Bas sont partenaires non signataires).

Nouvelle prime à l'achat d'un véhicule électrique pour les ménages.

Le 18 mars, une nouvelle subvention gouvernementale destinée aux ménages acquérant ou achetant en *leasing* un véhicule électrique est entrée en vigueur. Cette aide s'adresse aux foyers dont le revenu est inférieur ou égal à 80 % du revenu moyen acquérant un véhicule électrique neuf ou d'occasion d'un montant maximal de 42 000 €. Elle prend la forme de

versements mensuels pouvant atteindre 120€ pendant 36 mois, dans la limite d'un plafond de 4 365 €. Ce dispositif vise à encourager l'électrification dans les zones rurales, où l'offre de transports publics est limitée. Il se distingue de l'aide précédente, supprimée en 2022, critiquée pour avoir principalement bénéficié aux ménages aisés.

Le budget de R&D de l'Etat pour 2026 est de 49,3 MdSEK (4,5 Md€), en hausse de 1,1% par rapport à 2025.

Selon les chiffres préliminaires de *Statistics Sweden*, ce montant représente une diminution du budget consacré à la R&D en proportion du PIB (soit 3,2% en 2026, en baisse de -0.19pp par rapport à 2025), et son plus bas niveau depuis 2008. L'éducation et la recherche académique constituent le premier poste de crédits budgétaires alloués à la R&D (66%), suivi par l'industrie et le commerce (9%). En part relative, la principale hausse des crédits concerne la défense (6% ; +25%), suivie par les transports et télécommunications (2% ; +17%). Les crédits dédiés à la recherche sur le climat et l'environnement font l'objet d'une contraction importante (4% ; -25 %) du fait du changement des critères d'éligibilité aux subventions du programme de soutien à la décarbonation de l'industrie *Industriklivet*.

IKEA annonce la suppression de 945 postes, dont plus de la moitié en Suède, en corollaire de nouveaux investissements dans le développement de magasins.

Le nouveau PDG d'Ingka Group, J. Maeztu, a dévoilé un programme de restructuration ciblant notamment les équipes de direction et des fonctions administratives, pour réorienter les ressources humaines vers les magasins et l'expérience client. Ces mesures s'inscrivent dans le cadre de la transformation d'Ikea, passé d'un modèle centré sur les grandes surfaces à une vente multicanale, notamment via des boutiques urbaines. Parallèlement, Ingka prévoit de recruter 500 personnes dans de nouveaux magasins en Europe et en Amérique du Nord.

Indicateurs économiques des pays nordiques

Taux de croissance trimestriels (en pourcentage, par rapport au trimestre précédent) :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)
Suède	1,5	-0,2	1,0	1,5
Danemark	1,5	1,8	3,7	2,9
Finlande	0,8	-0,9	0,4	0,2
Norvège ¹	3,2	0,1	2,1	1,1
dont PIB continental	4,3	0,7	0,6	1,8
Islande	9	5,6	-0,7	1,3

Sources : [OCDE](#), [SCB](#), [SSB](#), [DST](#), [Statice](#), [Tilastokeskus](#)

¹ Pour la Norvège, le PIB retenu dans cette ligne est le PIB total (y compris hydrocarbures). La ligne suivante décrit l'évolution du PIB continental (i.e. hors hydrocarbures).

Taux d'inflation trimestriel (en glissement annuel)² :

	2022 (moyenne annuelle)	2023 (moyenne annuelle)	2024 (moyenne annuelle)	2025 (moyenne annuelle)
Suède*	8,4	8,6	2,8	0,7
Danemark	7,7	3,3	1,4	1,9
Finlande	7,1	6,2	1,6	0,3
Norvège	5,8	5,5	3,2	3,1
Islande	8,3	8,8	5,9	4,1

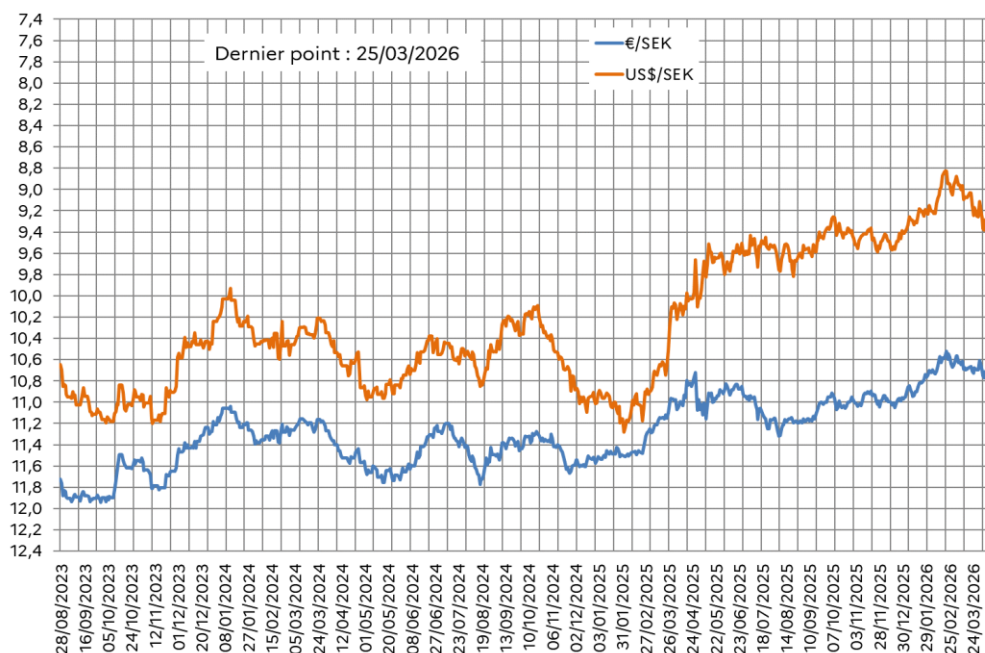
Sources : [OCDE](#)

² L'indicateur retenu est la moyenne trimestrielle des taux d'inflation mensuel (en glissement annuel) de l'IPC.

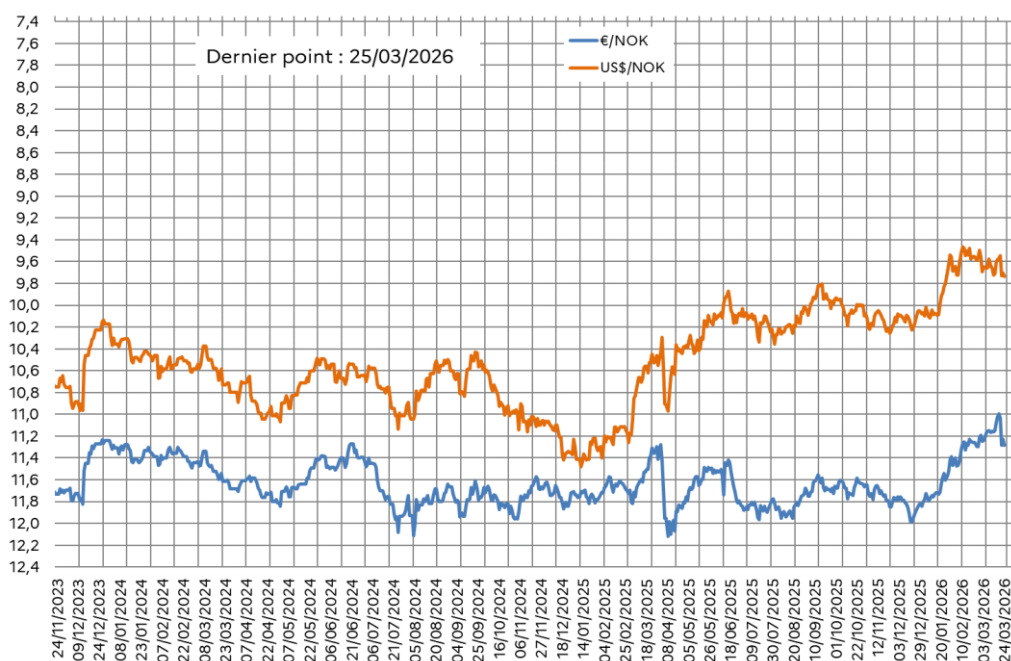
*IPC à taux variable, tenant compte des effets des taux d'intérêt sur les crédits hypothécaires.

Evolution des taux de change

Couronne suédoise



Couronne norvégienne



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Le Ministre Conseiller, Chef du Service économique régional de Stockholm « pays nordiques » O. Cuny
olivier.cuny@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : avec les contributions des Services économiques de Copenhague (M. Garrigue-Guyonnaud, M. Valeur, V. Brigodiot), Helsinki (L. Torrebruno, O. Alapekkala, V. Masson, G. Bayle), Oslo (F. Choblet, Y. Le Lamer Le Guitton), Stockholm (J. Lauer Stumm, F. Lemaître, J. Grosjean, J. Picard, W. Daehn-Viellard) et de l'ambassade de France en Islande (N. Arlin, E. Piran).

Abonnez-vous : juliette.picard@dgtrésor.gouv.fr